



## Declaration préalable CGT CSE DTSI N°13

23/05/2024

Tout d'abord la prolifération des idées d'extrême droite en France, en Europe et dans le monde.

La France en était encore le théâtre il y a peu. Pendant que le gouvernement tente de museler les expressions contre la guerre à Gaza, ce même gouvernement autorise en plein Paris un défilé d'Ultra droite. Etant donné la proximité du prochain scrutin européen il est nécessaire d'amplifier rapidement, toutes et tous ensemble, notre combat contre le racisme, la xénophobie, l'exclusion et toutes les formes de discrimination.

Pour lutter contre les idées d'extrême droite, n'ayons pas peur de les nommer et rappeler ce qu'elles incarnent comme le projet de déportation massive du parti politique Allemand AFD et dénoncer l'imposture sociale de l'extrême droite qui est le meilleur allié du capital et du patronat.

Le deuxième sujet concerne la liberté d'expression, à la CGT nous pensons fortement que celle-ci est de plus en plus sous l'étouffoir.

Interpellation des organisateurs de manifestation, interdiction de rassemblement et de réunions publiques, dévoiement des poursuites pour « apologie du terrorisme » à l'instar de notre Camarade de l'Union Départemental CGT du Nord Jean Paul DELESCAUT, procédure de licenciement concernant Guillaume MEURICE à France Inter pour avoir caricaturer dans une émission humoristique le chef d'état Israélien, alors que l'humoriste a été totalement blanchi par la justice. Je ne ferais alors que de citer Aymeric Lompret « La justice a classée sans suite la blague de Guillaume Meurice, mais la direction l'a quand même puni, Eric Zemmour lui est multirécidiviste condamné à plusieurs reprises et sa chaîne le soutenait. En fait, ce qu'il faut comprendre ..... il y a plus de liberté d'expression sur Cnews que sur France Inter... »

Je rappelle que Guillaume Meurice est mis au pilori pour une blague à l'encontre d'une personne faisant récemment l'objet d'accusation de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité une personne qui si elle n'a plus de travail pourra toujours pointer sur Cnews 😊

L'Espagne, L'Irlande et la Norvège décident de reconnaître ensemble la Palestine comme un état, la Slovaquie a enclenché une procédure de reconnaissance. Cela douze jours après le vote d'une résolution de l'assemblée générale des Nations Unies demandant de faire de la Palestine un état membre à part entière de l'ONU. Camarades ne lâchez rien les « résolutions » servent à quelque chose.

En France les libertés fondamentales sont attaquées afin de faire taire les voix pour le peuple palestinien. La criminalisation de l'action syndicale, sociale et écologique s'étend dans le pays. Nous comptabilisons désormais plus de 1000 syndicalistes poursuivis.

Concernant les bombardements sur Gaza, les tribunes se multiplient pour rappeler que « critiquer la politique d'un état est un droit fondamental et ne saurait constituer une apologie du terrorisme ». Il est urgent de s'en souvenir

Le troisième sujet concerne le climat.

Bah oui à force de vendre des bombes et de polluer en plus de tuer, il faut bien parler d'écologie

Il est désormais, évident, indiscutable, que les signaux alarmants du réchauffement climatique sont devenus une réalité brûlante ? Les canicules, les tempêtes solaires, les inondations, les tornades, les changements brutaux de température, les incendies de plus en plus précoces et d'une ampleur indescriptible ces dernières heures au Canada (113 feux recensés hier, 18 millions d'hectares brûlés en 2023), ces brûlants rappels, se sont multipliés ces dernières années, et encore plus ces derniers mois, confirmant de façon irréfutable l'impérieuse nécessité d'engager dès à présent une décarbonation sans compromis.

La CGT rappelle que la pollution de l'air, silencieuse et meurtrière, emporte prématurément 40 000 vies chaque année rien que dans l'hexagone

Pendant que le capitalisme voit dans le changement climatique un nouveau marché florissant, ce sont les salariés qui en paient le prix le plus lourd. Ils sont les premières victimes de cette crise, tout en étant les moins responsables.

Il est grand temps de repenser l'écologie en relation étroite avec les préoccupations sociales, de l'incarner au quotidien dans nos actions pour une transformation profonde de nos outils de production. Il est impératif de fusionner les enjeux sociaux et environnementaux, d'armer les représentants du personnel que nous sommes d'outils plus puissants pour peser sur les questions environnementales.

Autre sujet, autre problème, Macron se sent une âme de pompier car le "caillou" en feu, et si simplement respecter le peuple Kanak était la solution ?

Depuis 1998, plusieurs accords ont entériné l'accession, à terme, de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. Ce 14 mai, le gouvernement Attal demande à l'Assemblée nationale l'autorisation de réunir les parlementaires en Congrès pour sortir ses accords du texte constitutionnel. Ce procédé discuté sur le fond et la forme a rallumé la violence sur le « caillou ». Après 36 ans d'avancées progressives face aux discriminations dont sont victimes les Kanaks, notamment en termes d'emploi, de pouvoir d'achat, que cherche le Gouvernement ?

La CGT condamne toutes les formes de violences de part et d'autre. La CGT condamne fermement les paroles de Haut-commissaire du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie, Louis Le Franc, qui donne un quasi-blanc-seing au GIGN pour tirer à vue sur les protestataires.

La CGT prend acte de la responsabilité du gouvernement dans le déclenchement des violences et soutient les luttes de l'USTKE et s'est toujours prononcée, pour la libération des peuples, contre la colonisation, et pour une décolonisation réussie en permettant au processus de l'accord de Nouméa d'aller à son terme.

Enfin parlons d'Orange.

La CGT a profité de sa présence à l'assemblée générale des actionnaires pour y poser une question entre deux vagues de CRS : « Comment réagissez-vous face aux 15 000 salariés ayants signé la pétition unitaire sollicitant la réouverture de la NAO, sachant que 9 salariés sur 10 ne bénéficieront pas d'augmentations en dépit de la hausse de l'inflation ? »

Lors des Heures d'Information Syndicale commune, la CGT a bien pris note d'une revendication importante sollicitée par les salariés. La réouverture des négociations salariales 2024 est l'exigence et l'urgence du personnel d'Orange.

La CGT avec l'ensemble des Organisations Syndicales, avons lancé deux actions :

- En premier une pétition unitaire. Celle-ci a aujourd'hui le soutien d'un tiers des salariés. À la CGT, nous estimons vigoureusement que vous devez les écouter et tenir compte de l'ampleur de cette consultation.

- Et ensuite hier mercredi 22 mai une journée d'action unitaire. Date correspondant à l'Assemblée Générale des actionnaires. Ce jour-là, ce sont les possesseurs d'actions qui décideront du partage des richesses créées. Ils valideront, en chœur, une augmentation du dividende alors que la direction a entériné une nouvelle fois, une perte de pouvoir d'achat pour tous les salariés par sa décision unilatérale.

**Pour finir, la CGT rappelle que chaque année, les salariés reçoivent les remerciements et félicitations de chaque niveau de Direction. Certes, cela paraît bien sympathique, mais malheureusement, cette forme de gratitude ne remplit pas nos assiettes.**

**Ce sont les salariés qui créent les richesses et ce sont les salariés, par leur travail, qui engraisent les actionnaires. N'est-ce pas une forme d'exploitation ? La CGT réclame une plus juste répartition des richesses et la réouverture des NAO 2024, il est encore temps de rectifier la décision injuste que vous avez prise envers les salariés.**